



**MORE THAN
BRIDES
ALLIANCE**



Utiliser les données financières pour comprendre la mise en œuvre du programme

L'Alliance More than Brides (MTBA) a cherché à évaluer le coût de mise en œuvre du programme Le mariage n'est pas un jeu d'enfant dans les communautés d'intervention. Cet aperçu fournit des conseils sur la manière dont les programmes peuvent utiliser les données sur les coûts pour suivre la mise en œuvre d'un projet.

POURQUOI EFFECTUER UNE ANALYSE DES COÛTS ?

Si les publications sur les approches programmatiques réussies pour retarder le mariage dans les différents contextes (Malhotra & Elnakib 2021; Kalamar et al 2016; Lee-Rife et al 2012) sont de plus en plus nombreuses, peu d'informations sont disponibles sur les coûts de mise en œuvre de tels programmes. Les quelques études existantes concernant les données sur les coûts ont révélé que ceux-ci pouvaient varier en fonction des composantes du programme, du contexte, de l'ampleur et d'autres facteurs (Sewall-Menon et al 2012; Erulkar et al 2017). L'analyse des coûts peut être utile pour comprendre la mise en œuvre, l'efficacité et l'efficacité d'un programme.

WHAT QUESTION DO YOU WANT TO ANSWER?

Les programmes peuvent utiliser les données sur les coûts pour examiner les questions suivantes:

- Le programme a-t-il été mis en œuvre comme prévu ?
- Quelle composante du programme est la plus coûteuse ?
- Combien cela a-t-il coûté pour atteindre {résultat souhaité} ?
- Combien cela coûterait-il si nous ne mettions en œuvre qu'une seule composante de l'ensemble du programme ?

En déterminant la question la plus importante vous découvrirez comment effectuer une analyse des coûts. Un autre élément clé concerne les données accessibles (les données financières, y compris l'argent dépensé pour le personnel et les activités, les données de suivi sur le nombre de personnes atteintes, par exemple).

CE QUE NOUS AVONS FAIT



L'Alliance More than Brides (MTBA) a utilisé une approche d'analyse des coûts différente de celles de Sewall-Menon et al 2012, Erulkar et al 2020, et Wodon et al 2017. L'analyse des coûts nous a permis de décrire la mise en œuvre du programme dans les différents contextes afin de rechercher les similitudes et les différences, et de comprendre la réalité d'une intervention sur le terrain.

Nous avons cherché à répondre aux questions suivantes: 1) Le programme Le mariage n'est pas un jeu d'enfant a-t-il été mis en œuvre comme prévu? Et 2) Les dépenses consacrées au programme Le mariage n'est pas un jeu d'enfant ont-elles varié selon les pays ?

Lors du lancement du programme, nous envisagions prospectivement de collecter des données pouvant être utilisées ultérieurement dans les analyses des coûts en demandant aux personnes de fournir des informations sur les activités du programme, notamment sur les dépenses par domaine d'action, l'estimation des heures de travail du personnel par domaine d'action, et les coûts supplémentaires, tels que les fournitures, par domaine d'action également. Cependant, avec près de 30 partenaires de la mise en œuvre dans 5 pays, la coordination de la collecte de ces données s'est avérée irréalisable.

Pour alléger le fardeau du personnel participant au programme, nous avons préféré utiliser les données disponibles pour effectuer une analyse des coûts sous la forme d'une vérification rétroactive à mi-parcours de la mise en œuvre du programme. Cela impliquait d'analyser les informations financières déjà collectées d'une nouvelle manière. Cette analyse avait pour but de décrire notre façon de mettre en œuvre le programme en fonction des dépenses et de comprendre comment les dépenses liées au programme pouvaient différer selon les contextes.

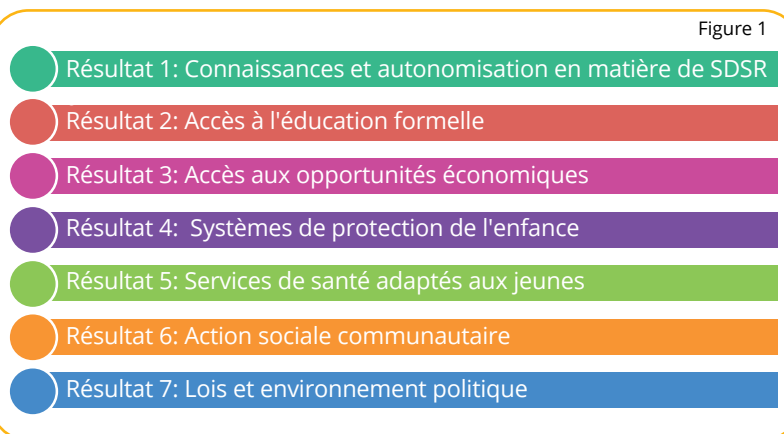
DÉPENSES AXÉES SUR LES RÉSULTATS

Les composantes du programme multidimensionnel Le mariage n'est pas un jeu d'enfant sont plus facilement définies par domaine de résultats. La figure 1 (à droite) indique les sept domaines de résultats déterminant des stratégies d'intervention spécifiques dans les communautés d'intervention. Ces domaines de résultats sont mis en œuvre dans chaque contexte bien que des stratégies spécifiques puissent être adaptées au niveau local.

Nous avons décidé d'examiner les dépenses par domaine de résultats pour chaque pays et chaque partenaire international de la MTBA. Cela nous a permis de mieux comprendre l'accent différentiel mis sur les domaines de résultats et les différentes manières de mise en œuvre du programme de la MTBA selon les contextes.

L'analyse a été réalisée à partir des dépenses réelles de chaque ONGI partenaire pour l'année civile 2018. Cette information financière comprend les montants dépensés par domaine de résultat pour chaque partenaire, dans chaque pays, en 2018. Cette année a été choisie en tant que représentation précise d'une année moyenne de mise en œuvre du programme, dans la mesure où les coûts de démarrage et tout retard dans le lancement de certaines composantes au début de la période programmatique ne sont pas inclus.

À noter que cette analyse ne comprend pas le coût par mariage évité ou le coût par bénéficiaire du projet. Bien que ces chiffres puissent être utiles aux programmes, nous ne disposons pas de données suffisantes sur les bénéficiaires des programmes pour tirer des conclusions fiables.



CE QUE NOUS AVONS TROUVÉ

COMMENT LE PROGRAMME HIERARCHISE-T-IL LES DOMAINES DE RÉSULTAT?

La figure 2 ci-dessous indique le pourcentage des dépenses par domaine de résultat. Ce graphique nous donne une idée de la part accordée à chaque résultat du programme. Le mariage n'est pas un jeu d'enfant. Globalement, un peu plus de la moitié des dépenses liées aux résultats ont été consacrées à deux activités: la connaissance et l'autonomisation en matière de SDRS (Résultat 1: 28,8 %) et le renforcement de l'action sociale communautaire (Résultat 6 : 22,6 %). Un peu plus d'un quart des dépenses liées aux résultats ont été consacrées aux activités liées aux parcours alternatifs pour les filles, notamment l'accès aux moyens de subsistance (Résultat 3 : 13,5 %) et l'accès à l'éducation formelle (Résultat 2: 13,3 %). Le reste des dépenses a permis de soutenir les activités mises en œuvre pour l'accès à des services de santé adaptés aux jeunes (Résultat 5 : 9,0 %) et l'accès à des systèmes de protection de l'enfance (Résultat 4: 6,5 %), ainsi que les lois et un environnement politique favorables (Résultat 7: 6,4 %).

Les figures de 3 à 7 affichent les dépenses liées aux résultats par pays. Nous constatons quelques différences importantes qui méritent d'être soulignées. Les dépenses relatives au Résultat 1 (SDSR), par exemple, varient de 35,9 % (Inde) à 14,8 % (Pakistan). Les dépenses relatives au Résultat 2 (éducation) varient de 25,5 % (Niger) à 4 % (Mali). En Inde, nous constatons des dépenses plus importantes pour le Résultat 3 (moyens de subsistance) (18,4 %) que dans la plupart des autres pays. Le Pakistan a enregistré des dépenses similaires pour le Résultat 3 (18,7 %). Les dépenses du Mali sont également significatives en ce qui concerne le Résultat 6 (renforcement de l'action sociale communautaire) à 36 %, soit le taux le plus élevé de tous les pays concernés par le programme. Au Malawi, nous constatons des dépenses plus importantes pour le Résultat 5 (accès à des services de santé adaptés aux jeunes) (14 %) que celles de tout autre pays. À titre de comparaison, le Mali et le Pakistan n'ont consacré qu'environ 2 % des dépenses à ces activités. Le Niger a consacré la moitié de ses fonds aux Résultats 1 et 2 (SDSR et éducation). Leurs dépenses en matière d'éducation étaient plus élevées que celles des autres pays. Le Pakistan a consacré plus de fonds aux Résultats 3 (moyens de subsistance) (18,7 %) et 7 (environnement législatif et politique favorable) que les autres pays, à l'exception du Mali (13 %).



Figure 2: Pourcentage des dépenses par résultat global

Outcome 1	29 %
Outcome 2	13 %
Outcome 3	14 %
Outcome 4	7 %
Outcome 5	9 %
Outcome 6	23 %
Outcome 7	6 %

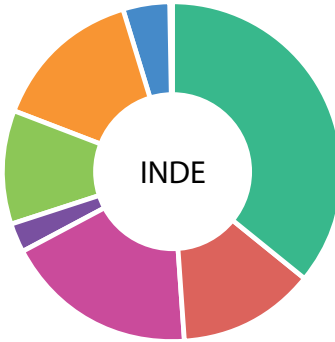


Figure 3: Pourcentage des dépenses par résultat Inde

Résultat 1	36 %
Résultat 2	13 %
Résultat 3	18 %
Résultat 4	3 %
Résultat 5	11 %
Résultat 6	15 %
Résultat 7	5 %

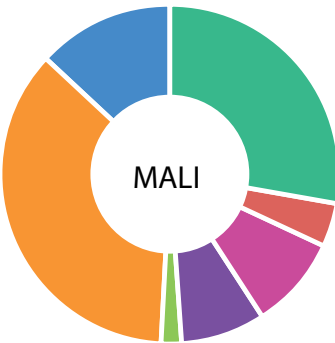


Figure 4: Pourcentage des dépenses par résultat Mali

Résultat 1	28 %
Résultat 2	4 %
Résultat 3	9 %
Résultat 4	8 %
Résultat 5	2 %
Résultat 6	36 %
Résultat 7	13 %

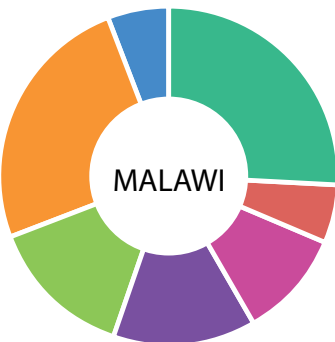


Figure 5: Pourcentage des dépenses par résultat Malawi

Résultat 1	26 %
Résultat 2	6 %
Résultat 3	10 %
Résultat 4	14 %
Résultat 5	14 %
Résultat 6	25 %
Résultat 7	6 %

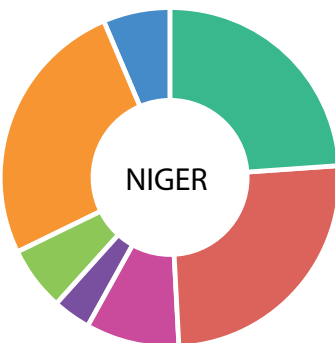


Figure 6: Pourcentage des dépenses par résultat Niger

Résultat 1	24 %
Résultat 2	25 %
Résultat 3	9 %
Résultat 4	4 %
Résultat 5	6 %
Résultat 6	26 %
Résultat 7	6 %



Figure 7: Pourcentage des dépenses par résultat Pakistan

Résultat 1	15 %
Résultat 2	17 %
Résultat 3	19 %
Résultat 4	10 %
Résultat 5	2 %
Résultat 6	27 %
Résultat 7	10 %

COMMENT AVONS-NOUS UTILISÉ CES INFORMATIONS

La distribution des dépenses par domaine de résultats et la comparaison de cette répartition entre les pays ont permis aux partenaires de la MTBA d'engager des discussions sur les éléments essentiels du programme de la MTBA dans son ensemble et sur les points communs des approches programmatiques dans divers contextes. Les résultats de l'analyse des coûts ont également permis de démontrer notre conviction que pour lutter contre le mariage des enfants le contexte est important et qu'une programmation flexible est essentielle. Au Pakistan, par exemple, nous savons, d'après les discussions avec notre équipe du programme, qu'une trop grande concentration sur les informations relatives à la santé et aux droits sexuels et reproductifs pourrait nuire aux progrès réalisés au sein des communautés, et que le travail axé sur la communauté devrait être plus incisif. Cette situation est différente de celle de l'Inde, où l'introduction d'informations sur les SDR s'est avérée essentielle pour la mise en œuvre du programme en termes de santé et de droits des filles. De même, au Malawi les dépenses plus élevées pour le Résultat 4 (systèmes de protection de l'enfance) s'expliquent par l'intérêt du gouvernement, et son soutien, pour des activités telles que le retrait du mariage.

CONCLUSION

Les données sur les coûts peuvent être très utiles et permettre aux programmes de suivre leur mise en œuvre et la fidélité au projet en termes d'efforts du personnel et de dépenses liées aux différentes activités. En ce qui concerne le programme Le mariage n'est pas un jeu d'enfant, mis en œuvre dans divers contextes, l'analyse des coûts permet de souligner les différences entre les pays susceptibles d'expliquer les résultats différentiels ou de mettre en évidence les différences nécessitant des approches adaptées. L'analyse des coûts peut également aider à comprendre si un programme représente un investissement utile (par exemple, le nombre de filles ayant pu éviter le mariage grâce à ces investissements). L'analyse des coûts du programme Le mariage n'est pas un jeu d'enfant nous a également fourni des informations qui nous ont permis d'interpréter d'autres données (par exemple, les rapports d'évaluation).



RÉFÉRENCES

- Erulkar A, Medhin G, Weissman E. 2017. « The impact and cost of child marriage prevention in three African settings. » Addis Ababa: Population Council.
- Erulkar A, Medhin G, Weissman E, Kabore G, Ouedraogo J. Designing et Evaluating Scalable Child Marriage Prevention Programs in Burkina Faso and Tanzania: A Quasi-Experiment and Costing Study. *Global Health: Science and Practice*, mar 2020, 8 (1) 68-81;
- Kalamar AM, Lee-Rife S, Hindin MJ. Interventions to prevent child marriage among young people in low- and middle-income countries: A systematic review of the published and gray literature. *Adolescent Health* 2016;59:S16e21.
- Lee-Rife S, Malhotra A, Warner A, Glinski AM. What works to prevent child marriage: A review of the evidence. *Stud Fam Plann* 2012;43:287e303.
- Malhotra A, Elnakib S. 20 Years of the Evidence Base on What Works to Prevent Child Marriage: A Systematic Review. *Journal of Adolescent Health*. 2021. 1e16
- Sewall-Menon, J, Bruce J, Austrian K, Brown R, Catino J, Colom A, Del Valle A, Demele H, Erulkar A, Hallman K, Roca E, Zibani N. 2012. "The cost of reaching the most disadvantaged girls: Programmatic evidence from Egypt, Ethiopia, Guatemala, Kenya, South Africa, and Uganda." New York: Population Council.
- Wodon, Q., C. Male, A. Nayihouba, A. Onagoruwa, A. Savadogo, A. Yedan, J. Edmeades, A. Kes, N. John, L. Murithi, M. Steinhaus and S. Petroni (2017). *Economic Impacts of Child Marriage: Global Synthesis Report*, Washington, DC: The World Bank and International Center for Research on Women.